

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX



Caisse nationale

Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale

36 rue de Valmy

93108 MONTREUIL SOUS BOIS CEDEX

**TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES CONTROLES D'ACCES DES
SITES INFORMATIQUES DE L'ACOSS DE LYON**

Procédure adaptée

N° de procédure : P2431-PA-DRH

N° de marché

Cahier des Clauses Administratives Particulières

SOMMAIRE

PROCEDURE ADAPTEE	1
ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 – OBJET DU MARCHE	4
1.2 – DECOMPOSITION EN LOT	4
1.3 – ORGANISATION, PILOTAGE ET COORDINATION	4
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 3 – FORME DU MARCHE	4
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE	5
4.1 – DUREE DU MARCHE	5
4.2 – CALENDRIER DETAILLE D’EXECUTION	5
4.3 – PROLONGATION DES DELAIS D’EXECUTION	5
4.4 – DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	6
ARTICLE 5 – PENALITES DE RETARD	6
5.1 – RETARD D’EXECUTION	6
5.2 – ABSENCES AUX REUNIONS.....	6
5.3 – RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS (PLANS ET DOE,...) A FOURNIR APRES EXECUTION	6
5.4 – RUPTURE DE SERVICES.....	6
5.5 – RETARD IMPUTABLE A L’ACOSS	7
ARTICLE 6 – PRIX	7
6.1 – CONTENU DU PRIX.....	7
6.2 – FORME ET VARIATION DANS LES PRIX.....	8
6.3 – PRESTATIONS FOURNIES GRATUITEMENT A L’ENTREPRISE.....	9
6.4 – SUJETIONS TECHNIQUES	9
6.5 – APPROVISIONNEMENTS	9
6.6 DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE	9
ARTICLE 7 – REGIME FINANCIER	9
7.1 - AVANCE	9
7.2 – RETENUE DE GARANTIE	9
7.2 – MODALITES DE PAIEMENT	10
7.3 – DELAIS DE PAIEMENT	11
7.4 – FACTURATION	11
7.5 – CESSION DE CREANCES ET NANTISSEMENT	12
ARTICLE 8 – PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	12
8.1 – PERIODE DE PREPARATION DU CHANTIER	12
8.2 – PLANS D’EXECUTION, NOTES DE CALCUL ET ETUDE DE DETAIL	12
8.3 – INTERVENTION EN MILIEU OCCUPE	13
8.4 – GESTION DES DECHETS DU CHANTIER.....	13
8.5 – NETTOYAGE DU CHANTIER, REPLIEMENT DES INSTALLATIONS ET REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	13
ARTICLE 9 – RESPONSABILITES ET CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS	13
ARTICLE 10 – SECURITE ET COORDINATION DES TRAVAUX	14
10.1 – SUIVI DES REGLES DE PORT DES EPI.....	14
10.2 – LOCAUX POUR LE PERSONNEL	14
10.3 – IDENTIFICATION DU PERSONNEL SUR LE CHANTIER	14
ARTICLE 11 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	15
11.1 – CONTROLE DES TRAVAUX.....	15
11.2 – DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	15
11.3 – RECEPTION DES TRAVAUX	15
11.4 – GARANTIES ET ASSURANCES	16
11.4.4 ASSURANCE DES APPROVISIONNEMENTS	17
11.4.5 ASSURANCE « DOMMAGE OUVRAGE »	17
ARTICLE 12 – PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE DES INDIVIDUS DANS L’ENCEINTE DE L’ACOSS	18
ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE	18
ARTICLE 14 – REPARATION DES DOMMAGES	18
ARTICLE 15 – ASSURANCES	19
ARTICLE 16 – DEMATERIALISATION DES ECHANGES PENDANT L’EXECUTION DES TRAVAUX	19
ARTICLE 17 – OBLIGATIONS DES PARTIES	19
17.1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	19
17.1.1 – Obligations liées à la profession.....	19
17.1.2 – Obligation de confidentialité	20
17.1.3 – Interlocuteurs techniques	20
17-1-3-1 Interlocuteur unique.....	20
17-1-3-2 Garantie de continuité des prestations	21
17-1-3-3 Equipe du titulaire.....	21
17.1.4 – Protection de la main d’œuvre	22
17.1.5 – Protection du système d’information	22

17.2 – OBLIGATIONS DE L'ACOSS	23
17.2.1 – Information	23
17.2.2 – Obligation de confidentialité	23
ARTICLE 18 – CLAUSES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE	23
18.1 – CLAUSE SOCIALE	23
18.2 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	23
ARTICLE 19 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	24
ARTICLE 20 – RESILIATION ET CESSIION D'ACTIVITES	24
20.1 RESILIATION	24
20.2 CESSIION D'ACTIVITES	25
ARTICLE 21 – LITIGES	25
ARTICLE 22 – CONFLIT D'INTERETS	25
ARTICLE 23 – DEROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG TRAVAUX	25

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – *Objet du marché*

Le présent marché porte sur des travaux de remplacement des contrôles d'accès des sites informatiques de Lyon de l'ACOSS.

La description des ouvrages, prestations et leurs spécifications techniques est indiquée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières n°P2431-PA-DRH.

1.2 – *Décomposition en lot*

Le présent marché public fait l'objet d'un lot unique car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.3 – *Organisation, pilotage et coordination*

La mission d'organisation, pilotage et coordination du chantier est assurée par l'ACOSS.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les documents contractuels constituant le marché sont les suivants, dans l'ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement complété, daté et signé ;
- Le Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°P2431-PA-DRH dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seule foi et son annexe ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°P2431-A-DRH dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seule foi et ses annexes ;
- L'offre financière du titulaire formalisée dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- L'offre technique du candidat formalisée dans le cadre de réponse technique (CRT) ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux de bâtiment ;
- le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés.

Si le titulaire joint à son offre des conditions générales de vente, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par le marché et ses annexes et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces derniers qui seules font foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Les dérogations au CCAG Travaux sont précisées à l'article 22 du présent CCAP.

ARTICLE 3 – FORME DU MARCHÉ

Le présent marché public est marché ordinaire traité à prix global et forfaitaire conformément à l'article R. 2112-6 2° du Code de la commande publique.

Les prestations seront réglées par application des prix **forfaitaires** indiqués dans la DPGF.

A titre indicatif (non-contractuel) : Le marché est estimé à 149 417,34 € HT soit 179 300,81 € TTC.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE

4.1 – Durée du marché

Sous réserve des dispositions relatives à la résiliation du marché figurant au CCAP, le marché prendra effet à compter de sa notification jusqu'à l'achèvement de la garantie de parfait achèvement.

La notification du marché vaudra ordre de service de démarrage des travaux, incluant la phase de préparation du chantier.

La date prévisionnelle de notification du marché est fixée début novembre 2025.

Le délai maximum de la période de préparation de chantier, incluant l'approvisionnement du matériel, est fixée à 8 semaines.

Les travaux devront être terminés au plus tard en janvier 2026 (réception incluse) avec une mise en service prévues au plus tard en février 2026. Le candidat propose à l'appui de son offre un planning global de réalisation.

4.2 – Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le pouvoir Adjudicateur en concertation avec l'entrepreneur titulaire du marché, et sur la base du planning global de réalisation qu'il a proposé dans son offre, dans le cadre du délai d'exécution indiqué à l'article 4.1 du présent CCAP.

Le calendrier détaillé distingue les différents ouvrages ou groupes d'ouvrages à réaliser (cf. Annexe CCTP). Il indique notamment :

- la durée et la date probable du départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date probable de départ des délais correspondants aux différentes interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier ;
- Le chantier aura lieu à partir du premier trimestre 2025.

Le calendrier détaillé d'exécution est soumis à l'acceptation du titulaire.

Le délai d'exécution propre au marché commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

En cas d'ordre de service tardif, le délai de trois mois prévus à l'article 50.2.1 du CCAG Travaux est majoré de l'intervalle de temps résultant du calendrier détaillé d'exécution qui sépare les dates probables des délais d'exécution propres au lot considéré.

Au cours du chantier et après concertation avec le titulaire, le pouvoir Adjudicateur peut modifier le calendrier détaillé d'exécution. Ces modifications ne doivent pas entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution des travaux visé à l'article 4.1 du présent CCAP.

Le calendrier ainsi modifié doit être approuvé et signé par le titulaire du marché. Il est notifié par ordre de service.

4.3 – Prolongation des délais d'exécution

La prolongation des délais d'exécution s'effectue dans les conditions prévues à l'article 18.2 du CCAG Travaux.

Travaux modificatifs, difficultés imprévues, ajournement de travaux :

L'importance de la prolongation des délais d'exécution sera arrêtée par le représentant du pouvoir adjudicateur au vu d'un état justificatif détaillé présenté par le titulaire sur la base :

- de la nature des prestations supplémentaires
- d'un recalage du planning d'exécution

De plus, le pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire d'interrompre l'exécution de ses travaux dans l'intérêt de l'activité du pouvoir Adjudicateur.

Dans ce cas, la durée d'interruption cumulée, supérieure à cinq jours ouvrés, pourra donner lieu à une prolongation du délai d'exécution en application de l'article 18.2.2 du CCAG Travaux.

4.4 – Délais de remise des documents fournis après exécution

Conformément aux dispositions de l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire doit remettre :

- au plus tard à la date de la demande de réception, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachés à ces équipements et les constats d'évacuation des déchets.
- dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DUIO).

ARTICLE 5 – PENALITES DE RETARD

5.1 – Retard d'exécution

Les pénalités sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux. Le nombre de jours de retard est défini par comparaison entre la date de fin d'intervention effective et la date de fin d'exécution de la tâche indiquée dans le calendrier détaillé d'exécution.

Par dérogation à l'article 19.1 du CCAG Travaux, le montant de la pénalité est fixé à 250 € par jour calendaire.

5.2 – Absences aux réunions

En cas d'absence non justifiée aux réunions de chantier, à la réception des travaux ou à toute réunion provoquée par le pouvoir Adjudicateur, une pénalité de 75 € sera appliquée à l'entrepreneur dûment convoqué.

5.3 – Retard dans la remise des documents (plans et DOE,...) à fournir après exécution

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par le titulaire, conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, des retenues provisoires de 2,5% du montant de son marché par document seront opérées dans les conditions stipulées à l'article 19.5 du CCAG Travaux. Elles seront appliquées sans mise en demeure préalable sur le dernier décompte mensuel et seront remboursées après la remise complète des documents.

5.4 – Rupture de services

Si la continuité de fonctionnement et de sécurité n'est pas assurée pendant les travaux, le prestataire encourt une pénalité de 1000 € par jour calendaire de rupture de services.

5.5 – Pénalités pour manquement aux exigences environnementales

Si le titulaire méconnaît ses obligations en matière environnementale de l'article 18.2, l'ACOSS peut appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, la pénalité suivante :

Pénalité forfaitaire de 150 € par manquement constaté.

5.6 – Retard imputable à l'ACOSS

Si les délais d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à l'ACOSS, les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Le retard imputable à l'ACOSS sera constaté dans une attestation établie par l'ordonnateur de l'ACOSS laquelle :

- indiquera la cause faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel,
- définira la durée de la prolongation nécessaire du délai contractuel.

Les pénalités seront déduites d'office des décomptes des sommes dues au titulaire.

ARTICLE 6 – PRIX

6.1 – Contenu du prix

En application de l'article 10.1 du CCAG Travaux, les prix du marché sont hors taxes et sont réputés comprendre, sans que l'énumération ci-après soit limitative :

- Tous les travaux décrits ou non, mais nécessaires au complet et parfait achèvement ainsi qu'au bon fonctionnement des ouvrages et leur conformité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, compris toutes sujétions, finitions, raccords et nettoyage avant et après emploi de matériaux et fournitures neufs et de première qualité.
- Tous les salaires et frais liés à la réalisation parfaite de l'ouvrage, à l'encadrement de chantier, aux participations aux réunions de chantier, aux réunions de synthèse et aux réunions spécifiques à la demande du pouvoir Adjudicateur et autres intervenants sur le chantier.
- Les frais généraux, impôts et taxes.
- Les sujétions liées à l'exécution simultanée du marché, qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps, de lieux, et de nature de sol où s'exécutent les travaux.
- Les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- Les dépenses relatives à l'installation et à la désinstallation du chantier et les frais de chantier ainsi que y compris les dépenses de chantier.
- La gestion des déchets selon les normes en vigueur.
- Tous les frais annexes au chantier seront compris dans l'offre du prestataire.

L'entreprise est réputée, avant la remise de son offre :

- avoir pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites et lieux et des terrains d'implantation, des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;
- avoir tenu compte de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la directive du Conseil des communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 ;
- avoir procédé le cas échéant à une visite détaillée des bâtiments et du terrain et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux conditions particulières de travail liées à la présence du personnel dans le cas de travaux en site occupé, aux accès et aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication, de transport, lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eaux, installations de chantiers, éloignement des décharges publiques ou privées, accès et pistes de chantiers, etc.) ;
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et le devis descriptif, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels près du pouvoir Adjudicateur, et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public.

Il aura intégré dans son offre les délimitations du périmètre du chantier, étant entendu qu'en aucun cas les personnels non-autorisés ne devront pouvoir pénétrer dans la zone du chantier. Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement sont réputés comprendre les dépenses de chantier visées à l'article 10.1.2 du CCAG Travaux.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage. De ce fait, aucune contestation ne peut être admise après la remise de l'offre sous prétexte d'une mauvaise appréciation des conditions d'exécution.

Le titulaire garde la charge des frais suivants :

- Suivant la nature des fournitures mises en œuvre, le titulaire prend les dispositions nécessaires afin d'assurer leur protection jusqu'à la réception des travaux.
- Les frais de réparation et de remplacement des éléments centraux d'équipements très spécialisés et particulièrement onéreux, s'il réalise de telles installations.
- Les frais relevant des assurances obligatoires. En cas de non-respect de ces exigences, le représentant du pouvoir adjudicateur le pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité, après lettre de mise en demeure fixant un délai maximal d'intervention pour l'entreprise, de faire exécuter aux frais et risques du titulaire, les prestations correspondantes. Les frais pourront être déduits du décompte général ou attribué au compte prorata

En cas de co-traitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

Le taux de TVA sera celui en vigueur à la date du fait générateur.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application du prix global et forfaitaire stipulé à l'acte d'engagement.

6.2 – Forme et variation dans les prix

Le prix du marché est le prix global et forfaitaire HT figurant dans la décomposition des prix global et forfaitaire (DPGF) remise par le Titulaire.

Les prix du marché sont fermes.

Ils seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations. Cette actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Conformément à l'article 10.4.3 du CCAG Travaux, la formule d'actualisation est la suivante :

$$\text{Prix nouveau} = \text{Prix initial} \times \frac{Id-4}{I0}$$

Dans laquelle, I0 et Id-4 sont les valeurs prises respectivement au mois zéro (c'est-à-dire le mois correspondant à la date de signature de l'acte d'engagement) et au mois d-4 par l'index de référence I, sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

Les indices utilisés sont les index nationaux bâtiment (index BT) publiés par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.

Les index retenus sont les suivants :

Désignation	Indice
Electricité	BT47

6.3 – Prestations fournies gratuitement à l'entreprise

L'eau et l'électricité seront fournies gratuitement au titulaire.

6.4 – Sujétions techniques

L'offre du titulaire est réputée tenir compte des sujétions techniques, même non décrites dans la présentation du projet, mais nécessaires à la mise en cohérence des prestations, en particulier celles ressortant d'imprécisions ou d'inexactitudes des plans d'aménagement sommaires fournis au titulaire.

Dans ces conditions, le titulaire ne pourra prétendre à aucune rémunération complémentaire en cas de prestations supplémentaires liées à ces sujétions.

6.5 – Approvisionnements

Il sera fait application de l'article 11.4 du CCAG travaux.

6.6 Décomposition du prix global et forfaitaire

La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), renseignée par l'entrepreneur conformément au cadre de décomposition fourni dans le dossier de consultation, n'est ni un devis ni un document susceptible de comporter des restrictions au marché ou de faire varier le prix global forfaitaire convenu.

La décomposition du prix forfaitaire n'a de caractère contractuel qu'en ce qui concerne les prix d'unité, indépendamment des quantités renseignées, et a pour seule fonction de permettre :

- L'établissement et la vérification des projets de décompte mensuels du titulaire ;
- Le chiffrage du coût des éventuels travaux modificatifs ou supplémentaires qui seraient décidés en cours de chantier, ainsi que le règlement de ces travaux ;
- Le calcul de la réfaction des prix si des travaux initialement prévus sur des unités d'ouvrage n'étaient pas réalisés

En tant que professionnel averti, le titulaire ne pourra se prévaloir d'une sous-évaluation des quantités.

ARTICLE 7 – REGIME FINANCIER

7.1 - Avance

Il est dérogé à l'article 10.1 du CCAG Travaux.

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance lui sera versée dans les conditions réglementaires fixées par les articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance sera égal à 5% du montant TTC du marché, lorsque la durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Aucune autre avance ne sera accordée.

7.2 – Retenue de garantie

Une retenue de garantie est appliquée sur les acomptes mensuels. Le montant de la retenue de garantie est égal à 5% du montant initial augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie sera remboursée au titulaire à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

La retenue de garantie pourra être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou par une caution personnelle solidaire dans les conditions définies à l'article R. 2191-36 du code de la commande publique.

7.2 – Modalités de paiement

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

Le marché donne lieu à paiement d'acomptes.

Avant chaque fin de mois, le titulaire adresse au pouvoir Adjudicateur sa demande de paiement, en lettre recommandée avec accusé réception ou contre récépissé, sous la forme d'un projet de décompte établissant le montant des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début.

Les acomptes mensuels sont établis sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire du marché.

Le pouvoir Adjudicateur dispose d'un délai de sept jours pour notifier au titulaire s'il accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel.

Après l'achèvement des travaux, le titulaire dressera un projet de décompte final, établissant le montant total des sommes auxquelles le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble.

Le titulaire transmet le projet de décompte final au pouvoir Adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé réception ou contre récépissé, dans un délai de 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux. Le pouvoir Adjudicateur accepte ou rectifie le projet de décompte final, qui devient le décompte final.

Le pouvoir Adjudicateur établit le projet de décompte général, reprenant le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes mensuels et du solde. Le projet une fois signé par le représentant du pouvoir adjudicateur devient le décompte général.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie le décompte général au titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours pour à compter de la notification du décompte général pour l'adresser signé, accompagné de réserves le cas échéant, au représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de contestation sur les sommes dues, le représentant du pouvoir adjudicateur procède au paiement des sommes admises dans le décompte final. Après résolution du litige, le représentant du pouvoir adjudicateur procédera au paiement des sommes restant dues. Le désaccord est réglé dans les conditions de l'article 50 du CCAG Travaux.

Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas le décompte général dans le délai de 30 jours indiqué au quatrième alinéa du présent article, le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur un projet de décompte général signé composé :

- du projet de décompte final, tel que transmis à l'achèvement des travaux
- du projet d'état de solde, hors révision de prix définitive
- du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde, hors révision de prix définitive

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 10 jours à compter de la réception de ces documents pour notifier le décompte général. Si le décompte général n'est pas notifié dans ce délai, il devient le décompte général et définitif. Le délai de paiement du solde court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé dans le délai de 30 jours ou si l'ayant renvoyé il n'a pas motivé son refus ou exposé en détail les motifs de ses réserves en précisant les montants de ses réclamations, le décompte général notifié par le pouvoir adjudicateur est réputé accepté par lui et il devient le décompte général et définitif du marché.

7.3 – Délais de paiement

Conformément aux articles R. 2192-10 et R. 2192-12 du Code de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de trente jours :

- à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle par le pouvoir Adjudicateur ,
- à compter de la date de réception par le représentant du pouvoir adjudicateur du décompte général et définitif.

Le dépassement de ce délai ouvre de plein droit le bénéfice du paiement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement et d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est le taux appliqué par la Banque Centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité de recouvrement est de 40 €.

7.4 – Facturation

Les factures afférentes au paiement seront établies par le titulaire, au compte ouvert au nom du prestataire, et transmises par voie électronique, à l'adresse suivante <https://chorus-pro.gouv.fr>, portant les indications suivantes :

- Le numéro du marché;
- Les nom et adresse du titulaire ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans le présent marché ;
- La nature des travaux réalisés ;
- Le montant hors taxe des prestations en question éventuellement ajusté ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant des travaux réalisés TTC ;
- La date de facturation ;
- L'identification du destinataire des factures, à savoir :

*ACOSS Saint Priest
590 Cours du 3^e millénaire
69800 SAINT-PRIEST*

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Directeur de l'organisme.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et Financier.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

En cas de groupement, quelle que soit sa forme, le mandataire est seul habilité à présenter à l'organisme contractant la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, les membres du groupement doivent indiquer au niveau du cadre de réponse financier, la répartition détaillée des prestations que chacun d'entre eux s'engage à exécuter (article R. 2142-20 du Code de la commande publique).

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement doit être présentée par le mandataire et être décomposée en autant de parties qu'il y a de membre de groupement à payer séparément.

La facturation électronique est régie par les articles D. 2192-1 à D. 2192-3 du Code de la commande publique, et ses modalités techniques sont définies par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La Hotline de Chorus est joignable au n° 04.77.78.39.57 et est ouverte du lundi au vendredi de 9h à 19h (hors jours fériés) ou sur le site de chorus pro sus-visé.

7.5 – Cession de créances et nantissement

Les créances nées ou à naître relatives au marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R. 2191-60 du code de la commande publique est le Directeur de l'organisme.

ARTICLE 8 – PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 – Période de préparation du chantier

La préparation des travaux est comprise dans le délai global d'exécution mentionné à l'article 4.1 du présent CCAP.

Conformément à l'article 28.1 du CCAG Travaux, cette période est de 2 mois à compter de la date de notification du marché valant OS de démarrage.

Dans le cadre de la préparation des travaux, le titulaire est chargé :

- de l'établissement et de la remise au pouvoir Adjudicateur des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29.1 du CCAG Travaux ;
- d'établir et présenter au visa du pouvoir Adjudicateur le programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires.

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

- établissement par le titulaire et présentation au visa du pouvoir Adjudicateur, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG Travaux, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation),
- établissement par le titulaire des plans d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues dans le CCTP,
- établissement par le titulaire du marché d'un plan de prévention.

L'entrepreneur a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires permettant la parfaite réalisation des travaux est à sa seule charge.

8.2 – Plans d'exécution, notes de calcul et étude de détail

Les plans d'exécution des ouvrages, les spécifications techniques détaillées, les notes de calcul et les études de détail pour chaque lot sont établis par le pouvoir Adjudicateur. Les plans de fabrication restent à la charge des entreprises.

8.3 – Intervention en milieu occupé

Le titulaire est responsable de la tenue et du comportement de ses salariés pendant l'exécution des travaux. Le titulaire s'engage, notamment, sans l'autorisation expresse d'un représentant du pouvoir adjudicateur, à ne pas utiliser les moyens de communication ou informatiques de l'organisme, à respecter les normes d'hygiène et les obligations de sécurité visées dans le règlement intérieur applicable aux locaux de l'organisme.

En cas de comportement déplacé d'un membre de son personnel envers les salariés de l'organisme, le titulaire est tenu de remplacer l'auteur des faits sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

8.4 – Gestion des déchets du chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

8.5 – Nettoyage du chantier, repliement des installations et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

Pour le nettoyage du chantier :

- Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
 - Le titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux installations d'élimination ou de tri sélectif des déchets, selon la réglementation en vigueur
- Le titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, les titulaires devront avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITES ET CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS

L'ensemble des cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

Le CCTP fixe la qualité des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le présent marché.

Le titulaire est tenu de mettre à disposition du maître d'ouvrage les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à la mise en œuvre.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le candidat pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités.

Le titulaire devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amointrissent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits

ARTICLE 10 – SECURITE ET COORDINATION DES TRAVAUX

10.1 – Suivi des règles de port des EPI

Les règles de port des EPI (équipements de protection individuels) seront affichées sur site et respectées.

Les engins soumis à contrôle réglementaire (par exemple les engins de levage) devront avoir été contrôlés par un organisme habilité suivant les fréquences en vigueur.

En tout état de cause, l'Entrepreneur respectera les dispositions du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre II : Hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics et tous autres travaux concernant les immeubles modifiés.

10.2 – Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

10.3 – Identification du personnel sur le chantier

Chaque entreprise titulaire ou sous-traitante est tenue de faire porter par son personnel dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combiné de chaque personne et de son employeur. Le titulaire est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du pouvoir Adjudicateur peut en solliciter la production à tout moment. Le titulaire reste responsable du respect de ces obligations pendant toute la durée du marché.

Le titulaire sera tenu de transmettre, toutes les semaines, au pouvoir Adjudicateur la pièce mentionnée aux articles D.8254-2 à -5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation du travail mentionnée aux articles L.5221-2,3 et 11 du code du travail.

ARTICLE 11 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

11.1 – Contrôle des travaux

Les essais et les contrôles lorsqu'ils sont définis dans le CCTP sont à la charge de l'entrepreneur à la diligence et en présence du maître d'ouvrage.

11.2 – Documents fournis après exécution

Les stipulations de l'article 40 du CCAG Travaux s'appliquent.

Le titulaire remet au maître d'ouvrage, en 2 exemplaires électronique et papier dont un sur support en permettant la reproduction, sauf pour les documents photographiques ;

- au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG Travaux : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;
- dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'exploitation maintenance (DEM).

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le pouvoir Adjudicateur procédera à la vérification de l'exhaustivité et de l'exactitude du DOE remis par l'entrepreneur et lui notifiera le résultat de cette vérification. Le délai de vérification courant de la date de remise du DOE par l'entrepreneur au pouvoir Adjudicateur jusqu'à la date de réception par l'entrepreneur de la décision ainsi prise par le pouvoir Adjudicateur sera neutralisé pour l'appréciation du respect du délai de remise du DOE, qui recommencera à courir ensuite, si celui-ci doit être complété ou corrigé par l'entrepreneur à l'issue des vérifications. Cette procédure sera mise en œuvre autant de fois que nécessaire jusqu'à ce que le DOE soit parfaitement exhaustif et exact.

Les retards de remise seront sujets à pénalité prévue à l'article 5 du CCAP.

Si à la date à laquelle l'entrepreneur devrait se voir notifier le décompte général en application de l'article 13.4.2 du CCAG Travaux, ces pénalités de retard continuent à courir ou si le coût définitif d'élaboration d'un DOE corrigé ou complété aux frais et risques du titulaire n'est pas connu, le délai de notification du décompte général sera suspendu de plein droit jusqu'à ce qu'il soit possible d'y inscrire en moins-value le montant définitivement connu de la réfaction ou des pénalités, sans que des intérêts moratoires ne puissent courir pendant la période considérée sur le solde du décompte général du marché.

11.3 – Réception des travaux

Par dérogation à l'article 41.1 à 41.3 du CCAG Travaux, la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant du marché. L'entrepreneur est chargé d'aviser le représentant du pouvoir adjudicateur de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 10 jours à compter de la réception de cet avis pour organiser les opérations préalables à la réception des travaux.

Les opérations préalables font l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le pouvoir adjudicateur et signé par lui et le titulaire du lot. Un exemplaire du procès-verbal est notifié au titulaire.

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG Travaux, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date du procès-verbal pour prononcer ou non la réception des travaux ou pour la prononcer avec réserves.

Si la réception des travaux est prononcée avec réserves, le titulaire du lot concerné doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par la décision de réception sous réserve. La constatation de l'exécution de ces prestations donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal de levée de réserves dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables.

11.4 – Garanties et assurances

11.4.1 Délai de garantie

Pendant un an à compter de la réception, le titulaire doit : la bonne tenue des ouvrages, assurer les réglages qui s'imposent, effectuer le remplacement du matériel défectueux ou non adapté aux besoins, les fournitures et la main d'œuvre correspondant aux interventions nommées ci-dessus.

Ces dispositions ne dispensent, en aucun cas, le titulaire de l'assurance décennale couvrant les ouvrages exécutés.

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à un (1) an, à compter de la date d'effet de la réception des travaux tel que prévu à l'article 44 du CCAG Travaux et en vertu de l'article 1792-6 du code civil. Elle s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le Maître d'Ouvrage, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception.

Pour les fournitures, le délai de garantie est de 10 ans à compter de la date de réception des travaux. Le titulaire assure pendant la période de garantie la maintenance du matériel installé. Ainsi, celui-ci sera tenu de procéder à la réparation de tous désordres ou défauts de conformité signalés par le pouvoir adjudicateur quant à l'ouvrage.

Les désordres sont signalés soit :

- par le biais de réserves mentionnées au procès-verbal de la réception de l'ouvrage,
- par voie de notification écrite pour les anomalies révélées postérieurement à la réception.

Le titulaire prévenu, il se rapproche du maître d'ouvrage afin de s'accorder sur la nature de la réparation, et les délais d'exécution des travaux correspondants.

En cas de désaccord entre les parties ou en cas de non-exécution des travaux dans les délais prévus, le représentant du pouvoir adjudicateur peut mettre en demeure le titulaire et se réserve la possibilité d'agir en justice pour préserver ses intérêts.

Le cas échéant, un tiers peut exécuter les travaux aux frais et risques du titulaire défaillant.

La vérification de la bonne exécution des travaux de réparation se fait d'un commun accord, ou éventuellement par décision de justice.

11.4.2 Garantie de bon fonctionnement

La garantie de bon fonctionnement, ou "garantie biennale", est régie par les dispositions des articles 1792-3 du code civil et L.111-16 du code de la construction et de l'habitation et précisée à l'article R.111-27 de ce même code.

Cette garantie permet au pouvoir adjudicateur d'être assuré du bon fonctionnement des menus ouvrages pendant deux ans à compter de la réception de l'ouvrage. Durant cette période, il incombe au titulaire de remplacer ou réparer tout équipement annexe au gros ouvrage.

L'article R.111-27 du code de la construction et de l'habitation précise le type d'équipements concernés :

- les canalisations, radiateurs, tuyauteries, conduites, gaines et revêtements de toutes sortes autres que ceux constituant de gros ouvrages ;
- les éléments mobiles nécessaires au clos et au couvert tels que portes, fenêtres, persiennes et volets.

Pour activer cette garantie, le maître d'ouvrage doit signaler la défaillance de l'équipement au titulaire. Ce signalement peut être notifié par l'envoi d'un recommandé avec accusé de réception ou exploit d'huissier.

11.4.3 Garantie décennale

Il s'agit d'une garantie d'ordre public prévue aux articles 1792 et suivants du code civil selon les modalités applicables au jour de la signature du marché.

Ainsi, selon les dispositions de l'article 1792 du code civil, « tout constructeur d'un ouvrage est responsable de plein droit, envers le maître ou l'acquéreur de l'ouvrage, des dommages, même résultant d'un vice du sol, qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui, l'affectant dans l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement, le rendent impropre à sa destination ».

Cette garantie est valable pour une période de dix ans et concerne les vices cachés et les malfaçons de l'ouvrage. En tout état de cause, pour prévenir tout désagrément futur lors de la réception de l'ouvrage, la loi « Spinetta » impose au titulaire de construction de souscrire une assurance décennale.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

De plus, pour les travaux de "caractère exceptionnel" il sera produit une attestation d'assurance prouvant qu'un avenant spécial à la police "DECENNALE" a été passé pour ces ouvrages de « caractère exceptionnel ».

Tous les intervenants, y compris les sous-traitants, doivent justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'ils sont titulaires de cette police de "RESPONSABILITE DECENNALE", par la transmission d'une attestation d'assurance correspondante. Le traitant principal sera directement responsable de l'application de cette clause et encourra les sanctions mentionnées au CCAG – Travaux.

Cette attestation devra être impérativement établie, datée et signée par la compagnie d'assurance de l'entrepreneur.

Tout entrepreneur, qui, dans le cadre de la réalisation de ses travaux, met en œuvre des procédés et/ou des matériaux non traditionnels ou de technique non courante, devra fournir une attestation d'assurance décennale spécifique mentionnant expressément la couverture des ouvrages tels que réalisés.

11.4.4 Assurance des approvisionnements

Il est rappelé que les approvisionnements sur chantier, en usine ou en atelier doivent être couverts pour leur valeur totale par une assurance garantissant les approvisionnements contre tous les risques (entre autres vols, incendies, dégradations, etc....).

Le TITULAIRE devra fournir à l'ACOSS la police d'assurance en couverture des risques cités ci-dessus.

11.4.5 Assurance « DOMMAGE OUVRAGE »

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire un contrat "Dommages Ouvrage".

La prime correspondante sera réglée par le Maître d'ouvrage

ARTICLE 12 – Prévention des risques et sécurité des individus dans l'enceinte de l'ACOSS

En application de la loi du 6 décembre 1976, du décret du 20 février 1992 et de l'arrêté du 19 mars 1993, les parties contractantes, l'ACOSS d'une part et le titulaire d'autre part, étant informés réciproquement des risques particuliers qui peuvent résulter de l'exercice simultané en un même lieu des activités des deux entreprises, auront obligation lors de la notification du marché de définir en commun un plan de prévention.

En application du décret du 7 mars 2008 et du code du travail (articles R 4515-1 à 11), les parties contractantes, l'ACOSS, d'une part et le titulaire (ou son entreprise de transport désignée), d'autre part, étant informés réciproquement des risques particuliers qui peuvent résulter des opérations de chargement et déchargement dans l'enceinte de l'Etablissement auront obligation lors de la notification du marché de définir en commun un protocole de sécurité.

Le titulaire et le représentant de l'ACOSS, dûment habilité, effectuent une visite complète des locaux faisant l'objet des présentes dispositions et dressent un procès-verbal prescrit par le décret susvisé par le plan de prévention et/ou le protocole de sécurité.

Le titulaire doit impérativement soumettre son personnel ou le personnel de l'entreprise de transport aux règles de sécurité et d'hygiène prises par l'ACOSS dans le cadre de ses procédures internes pour la protection des individus.

Le personnel du titulaire est tenu de respecter les dispositions du règlement intérieur de l'ACOSS.

Les protocoles de sécurité et/ou le plan de prévention devront être établis et remis au responsable sécurité de l'ACOSS dans le mois après notification, sous peine de pénalité.

ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire ne peut sous-traiter tout ou partie de ses obligations au titre du marché qu'avec l'agrément écrit et préalable du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une partie des travaux lui incombant au titre du marché, le titulaire communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui incombant et reste totalement garant et responsable vis-à-vis de l'ACOSS de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

Dans l'hypothèse où le montant sous-traité est supérieur à 600 € TTC sur la totalité du marché ou sur le montant d'un bon de commande, le sous-traitant a droit au paiement direct des prestations réalisées.

Conformément à l'article R. 2193-12 du code de la commande publique, le sous-traitant doit adresser sa demande au titulaire qui dispose d'un délai de quinze jours pour la transmettre, après acceptation, au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant doit également adresser sa demande de paiement, accompagnée des factures et de l'accusé réception ou du récépissé du titulaire ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou non réclamé, au pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements effectués au sous-traitant.

ARTICLE 14 – REPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant du Pouvoir Adjudicateur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le représentant du Pouvoir Adjudicateur, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Pouvoir Adjudicateur.

ARTICLE 15 – ASSURANCES

Le titulaire doit être en mesure de justifier à tout moment qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché et d'un contrat d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

ARTICLE 16 – DEMATERIALISATION DES ECHANGES PENDANT L'EXECUTION DES TRAVAUX

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations, le représentant du pouvoir adjudicateur prévoit tout moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

Les échanges dématérialisés sont autorisés pour la vie courante du chantier. Ils ne peuvent néanmoins être considérés comme garantissant de manière absolue la transmission effective des envois et leur date certaine, de sorte qu'ils ne pourront être utilisés pour les communications importantes de nature à préjudicier aux droits des parties telles que :

- les ordres de service et les réserves dont ils font l'objet,
- les réclamations,
- les actes afférents aux constats d'achèvement, réception, levée de réserves et garanties,
- les mises en demeure et sanctions contractuelles.
- les demandes de paiements, les décomptes et les contestations dont ils font l'objet,

ARTICLE 17 – OBLIGATIONS DES PARTIES

La réussite du projet dépend de la collaboration étroite entre le titulaire et l'ACOSS dans les conditions définies ci-dessous.

17.1 – Obligations du titulaire

Aux obligations citées ci-après, s'ajoutent celles prévues à l'article 2.1.1 du CCTP.

17.1.1 – Obligations liées à la profession

En tant que professionnel, le titulaire est tenu au strict respect des lois et réglementations en vigueur. A ce titre, il s'engage à ne soumettre à l'ACOSS aucune proposition qui serait contraire à ces textes.

Il doit par ailleurs, déployer tous les soins, le savoir-faire et la diligence nécessaires pour parvenir au résultat escompté et à la réussite de sa mission.

Il est investi tout au long de l'exécution du présent marché, d'une obligation générale de conseil, d'information et de recommandations envers l'ACOSS.

Le titulaire doit fournir à l'ACOSS l'ensemble des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire est tenu d'informer impérativement l'ACOSS en cas de constatation d'un incident technique ou toutes autres difficultés dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du marché, et pouvant remettre en cause la réalisation des prestations. En cas de non-respect de cette obligation,

ceci constituerait un manquement du titulaire à son devoir de mise en garde, pouvant justifier le rejet des prestations par l'ACOSS.

Il s'en suit que si le Titulaire relève en cours de chantier des anomalies susceptibles d'affecter l'exécution des travaux, il doit en aviser immédiatement le maître d'ouvrage. A défaut d'avoir formulé ses réserves, le Titulaire exécute les travaux sous son entière responsabilité et en cas de troubles résultant de ces anomalies, prend à sa charge les travaux nécessaires pour y remédier et ne saurait formuler une quelconque réclamation de ce fait.

17.1.2 – Obligation de confidentialité

Une information confidentielle désigne toute information quelle que soit la forme (orale, écrite, électronique...) et quelle que soit la nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sur tout support propriété de l'ACOSS, communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'ACOSS pour l'exécution des prestations du présent marché.

Les informations et renseignements fournis par l'ACOSS, sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal) et sont soumis à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel et ses sous-traitants éventuels.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses sous-traitants éventuels auraient eu connaissance durant le marché.

Le titulaire s'engage notamment à :

- ne conserver aucune copie des livrables réalisés, des documents et des fichiers informatiques remis par l'ACOSS, à l'issue du marché ;
- ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par l'ACOSS à des fins autres que celles spécifiées au présent marché;
- ne pas communiquer les livrables réalisés, documents, informations et fichiers transmis par l'ACOSS à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'ACOSS, les organismes du recouvrement autorisés par l'ACOSS, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre du présent marché.

En outre, le titulaire s'engage à reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis, qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que l'ACOSS lui fournisse les données nécessaires à leur reconstitution.

L'ACOSS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

17.1.3 – Interlocuteurs techniques

17-1-3-1 Interlocuteur unique

Dès la notification du marché, le titulaire informe l'ACOSS, de l'identité de l'interlocuteur unique.

Ce responsable doit être impérativement de profil au moins équivalent à celui présenté dans l'offre du titulaire. Il est l'interlocuteur privilégié de l'ACOSS tout au long de la durée du marché.

Le titulaire désigne aussi :

- Le responsable de la sécurité du système d'information habilité à le représenter auprès de l'ACOSS pour traiter tout problème de sécurité durant toute la durée du marché,

- Le délégué à la protection des données.

17-1-3-2 Garantie de continuité des prestations

Le titulaire garantit l'exécution des prestations définies qui le concerne, conformément à son offre technique.

Pour satisfaire à cette obligation, le titulaire met en œuvre pour le marché, les moyens matériels et humains qu'il estime nécessaires.

Il ne peut être exonéré de cette obligation en cas de défaillance relevant de son fait, sauf si cette défaillance est due à des circonstances présentant les caractères d'extériorité et d'imprévisibilité de la force majeure.

- En cas d'indisponibilité pour raison de force majeure, maladie, démission ou congés de l'un quelconque des membres du personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations objet du marché, l'ensemble du marché ne pourra être remis en cause par le titulaire.
Dans ce cas, le titulaire prendra les moyens nécessaires pour assurer la continuité de ses prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

Le titulaire s'engage à assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de coûts.

- Le titulaire avertira l'ACOSS avec un préavis raisonnable, des périodes d'absence prévisibles (congés, formation) afin d'organiser d'un commun accord la continuité des prestations, objet du présent marché et garantir ainsi le respect des délais d'exécution.

En tout état de cause, le titulaire assume à ses frais la formation du ou des remplaçant(s), consistant en la transmission des connaissances, nécessaires à son (leur) intervention.

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution de la commande.

17-1-3-3 Equipe du titulaire

Le titulaire déclare avoir pris toute la mesure des besoins, notamment en termes de qualité de services et de délais d'exécution attendus.

Aussi, le titulaire s'engage à faire bénéficier l'ACOSS notamment, de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel, professionnel et compétent dans le domaine des prestations, objet du présent marché.

En conséquence, le titulaire s'engage notamment à :

- constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les exigences telles que stipulées dans le CCTP ;
- veiller et contrôler le maintien constant des compétences ;
- maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes, le cas échéant en termes de nombre.

Afin d'assurer le succès des prestations, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l'exécution du marché qui le concerne, des personnels homogènes par prestation, en nombre suffisant, compétents, disponibles et réactifs.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui s'y trouve nommément désignée pour en assurer la conduite. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'ACOSS et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

L'interlocuteur unique et les membres de l'équipe du titulaire sont considérés comme acceptés si l'ACOSS ne les récusé pas dans le délai d'un mois à compter de la date de mise à disposition. Si l'ACOSS récusé un ou plusieurs de ces profils, le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un remplaçant et en informer l'ACOSS.

17.1.4 – Protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire dont le siège est établi en France, ou qui exécute la prestation au moyen de personnels étrangers qu'il détache sur le territoire français, est tenu au respect de la législation française (notamment des normes minimales légales en terme de durée du travail et de rémunération).

Ainsi, le nombre d'heures travaillées doit être conforme à la législation en vigueur. Les heures supplémentaires doivent être rémunérées comme telles.

Le titulaire dont l'exécution de la prestation est faite à l'étranger est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste entièrement responsable du respect de celles-ci auprès de l'ACOSS.

Ces obligations s'imposent sur toute la chaîne de sous-traitance à laquelle le titulaire du marché ferait appel.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du contrat, en fournissant, sur simple demande de l'ACOSS, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants le respect des obligations et dispositions considérées.

Le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions auxquelles il ne peut déroger ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main-d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par l'ACOSS.

En cas de manquements constatés sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, l'ACOSS pourra procéder à la résiliation du contrat aux torts exclusifs du titulaire.

17.1.5 – Protection du système d'information

Le ou les titulaires et ses sous-traitants éventuels sont tenus de respecter strictement les prescriptions et interdictions figurant dans les documents applicables au sein de l'ACOSS (règlement intérieur, chartes utilisateurs / de bonnes conduites, etc.). Sont notamment visées les règles s'imposant en matière d'utilisation des ressources informatiques, de communications électroniques et téléphoniques, y compris celles qui concernent les moyens d'accès distants au système d'information de l'ACOSS. Les documents applicables au sein de l'ACOSS sont communiqués au titulaire à la notification du marché et ont valeur contractuelle.

Le titulaire s'engage à fournir une liste, régulièrement mise à jour, des personnels autorisés à intervenir sur le système d'information de l'ACOSS ainsi que leur niveau d'habilitation (types d'accès et ressources concernées de l'ACOSS).

Par ailleurs, le ou les titulaire(s) et ses (leurs) sous-traitants éventuels reconnaissent avoir connaissance des infractions définies par le code pénal sur les fraudes informatiques (loi n°2004-575 du 21 juin 2004), notamment :

- le fait d'accéder ou de se maintenir, frauduleusement, dans tout ou partie d'un système de traitement automatisé de données, et ce avec ou sans suppression ou modification des données (article 323-1 du code pénal) ;
- le fait d'entraver ou de fausser le fonctionnement d'un système de traitement automatisé des données (article 323-2 du code pénal) ;
- le fait d'introduire frauduleusement des données dans un système de traitement automatisé ou de modifier frauduleusement les données qu'il contient (article 232-3 du code pénal) ;
- le fait, sans motif légitime, d'importer, de détenir, d'offrir, de céder ou de mettre à disposition un équipement, un instrument, un programme informatique ou toute donnée conçus ou spécialement adaptés pour commettre une ou plusieurs infractions prévues par les articles 323-1 à 323-3 du code pénal ;
- la tentative d'accomplissement de ces délits (article 323-7 du code pénal) ;
- l'association ou l'entente en vue de les commettre (article 323-4 du code pénal).

D'une manière générale, le ou les titulaire(s) et ses (leurs) sous-traitants s'engagent à mettre en œuvre les dispositifs adéquats et performants pour que la protection du système d'information soit assurée de façon constante, à un niveau de sécurité conforme à la législation et à l'état des technologies durant l'exécution du marché.

17.2 – Obligations de l'Acoss

17.2.1 – Information

L'ACOSS s'engage à fournir dans les plus brefs délais au titulaire, tous les documents, fichiers informatiques, et informations qu'elle détient, afin de lui permettre de comprendre les prestations qu'il doit effectuer et de les exécuter conformément au délai d'exécution fixé dans le bon de commande.

Il reste entendu que le titulaire ne saurait être tenu pour responsable d'une prolongation de délai d'un bon de commande liée à un manque de diligence de l'ACOSS.

17.2.2 – Obligation de confidentialité

Sans préjudice des stipulations prévues à l'article 17.1.2 ci-dessus, l'ACOSS s'engage à maintenir confidentiels les informations et documents remis par le titulaire et signalés comme tels par celui-ci.

ARTICLE 18 – Clauses sociale et environnementale

18.1 – Clause sociale

Sans objet.

18.2 – Clause environnementale

18.2.1 Engagements en matière de respect de l'environnement

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre, dans l'exécution de ses prestations, des pratiques et des moyens permettant de limiter leur impact environnemental. À ce titre, il devra :

- Limiter les déplacements en privilégiant les réunions à distance (visioconférences, appels téléphoniques, etc.) lorsque cela est possible ;
- Adopter des outils numériques sobres et économes en énergie pour la réalisation des prestations ;
- Utiliser des fournitures de bureau éco-responsables (papier recyclé, impression recto-verso, impression en noir et blanc, etc.) ;

- Favoriser la dématérialisation des documents pour réduire l'usage du papier ;
- Recycler ou réutiliser tout matériel ou consommable utilisé dans le cadre du marché.

18.2.2 Bilan Carbone

Le titulaire devra transmettre à l'ACOSS dans un délai d'un mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre son bilan carbone de l'année 2024, relatif au scope 3 concernant les produits achetés et utilisés dans le cadre des travaux à venir.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'attachera à utiliser du matériel respectueux de l'environnement.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le présent marché.

ARTICLE 19 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, soit d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Par ailleurs, dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent marché du titulaire à cette autre société serait possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétiserait l'accord de la personne publique sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant devrait comporter les signatures du cessionnaire et du cédant.

Le pouvoir adjudicateur est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique

ARTICLE 20 – RESILIATION ET CESSIION D'ACTIVITES

20.1 Résiliation

Pour la résiliation, il est fait application des articles 49 à 51 du C.C.A.G-Travaux et des dispositions suivantes :

Le pouvoir adjudicateur peut prendre la décision de résilier le marché aux torts du titulaire :

- s'il refuse le paiement des pénalités visées à l'article 5 du présent C.C.A.P. ;
- en cas de décision de non réception des prestations prévue à l'article 11 du présent CCAP ;
- en cas de non réalisation des travaux de finition ou de reprise dans le cas d'une réception assortie de réserves prévue à l'article 11 du présent C.C.A.P.

Le marché peut être également résilié aux torts du titulaire, sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et, le cas échéant, avec exécution à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu aux dispositions de l'article D.8222-5 du code du travail. Dans ce cas, une mise en demeure doit être notifiée par écrit et être assortie d'un délai fixé par l'ACOSS. A défaut d'indication de délai, le titulaire défaillant dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou présenter des observations. Le Titulaire ne pourra refuser d'exécuter les travaux pour lesquels il est défaillant en arguant de l'impossibilité matérielle de les exécuter sauf cas

de force majeure, ou d'une disproportion manifeste entre le coût de l'exécution des travaux et son intérêt pour le maître d'ouvrage.

20.2 Cession d'activités

Dans le cas où les activités d'une des parties seraient cédées à une autre personne morale à la suite d'une fusion, d'une cession, ou d'une restructuration, le transfert de l'accord cadre de l'une des parties à cette autre personne morale sera possible dans les mêmes conditions d'exécution.

A ce titre, l'ensemble des dispositions du présent accord cadre s'appliquera au bénéficiaire de la cession.

La conclusion d'un avenant de transfert concrétisera l'accord des parties quant à la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale.

ARTICLE 21 – LITIGES

En cas de litige entre les parties, les dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux s'appliquent.

Les litiges, qui ne peuvent faire l'objet d'un règlement amiable sont soumis à la juridiction compétente, à savoir le tribunal Administratif de Montreuil.

ARTICLE 22 – CONFLIT D'INTERETS

Au sens de la réglementation applicable en matière de marchés publics, le conflit d'intérêts est défini comme « toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public ».

Le titulaire s'engage à maintenir, en toutes circonstances, son indépendance dans l'accomplissement de sa mission.

Si le titulaire constate que l'exercice d'une mission est susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, il doit en informer sans délai l'ACOSS.

Au regard de la situation qui lui a été rapportée, l'ACOSS peut décider de retirer temporairement ou définitivement la mission litigieuse au titulaire, sans indemnité.

En cas de cotraitance, la mission peut être répartie entre le ou les autre(s) cotraitant(s), de sorte que le(s) cotraitant(s) placé(s) dans une situation de conflits d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts soi(en)t exclu(s) de la mission litigieuse.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces stipulations non seulement à ses salariés mais également à tout sous-traitant auquel il pourrait avoir recours pour l'exécution du présent marché.

Toute situation de conflit d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts non déclarée peut emporter la résiliation du marché, sans mise en demeure préalable et sans indemnité.

ARTICLE 23 – DEROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG TRAVAUX

Les dispositions suivantes du présent C.C.A.P. dérogent aux clauses du C.C.A.G. Travaux applicable :

- l'article 5.1 du CCAP déroge aux articles 19.1 et 19.4 du CCAG-Travaux
- l'article 11.3 du CCAP déroge aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG-Travaux